

FOOTBALL

UN MOIS APRÈS L'OUVERTURE DE LA PREMIÈRE PÉRIODE DES TRANSFERTS

Mercato estival, les dessous d'une supercherie algérienne

● Le mercato estival flambe en Algérie. Un mois après son ouverture, le marché des transferts de la première période réglementaire semble même prendre un coup de pompe, la plupart des clubs ayant fait leurs emplettes aussitôt la saison 2014-2015 bouclée.

Mais qu'est-ce qui fait courir les présidents des clubs professionnels et leur «entourage» à s'activer si intensément durant cette intersaison ? Quels sont les circuits suivis pour remporter les «bonnes affaires» ? Quelles sont les garanties offertes par les managers à leurs clients (joueurs et clubs) dans ces transactions dont on ne connaît que vaguement les détails ? Ces questions et d'autres encore sont posées à chaque fois que le marché du bétail des temps modernes est lancé. Malgré les balises, lois et règlements nationaux (FAF et LFP) et internationaux (Fifa et CAF), des insuffisances persistent dans la gestion de ce dossier. En Algérie, contrairement à ce qui se fait ailleurs, le mercato est régenté par des circuits alambiqués, douteux. A en croire des témoignages, les agents de joueurs, pompeusement appelés managers, opèrent dans le pur style mafieux. Des dérives qui n'offusquent aucunement les instances de football du pays qui continuent à observer religieusement le mouvement du «bétail». Une attitude qui en dit long sur l'opacité d'un marché sans foi ni loi qui bénéficie de complicités au plus haut lieu de la pyramide du football.

Des agents hors normes et hors la loi

Pour exercer l'activité d'agent de joueurs, les associations nationales ont, sur instruction de la Fifa, mis en place un cahier de charges qui définit les critères requis et les missions assignées aux titulaires de la licence d'agent de footballer. En Algérie, au bout de plusieurs examens organisés sous l'égide de la Fédération algérienne de football, ils sont environ une soixantaine de personnes qui activent dans ce marché. Parmi lesquelles une petite dizaine de managers détient le monopole des gros coups, ceux qui attirent les regards des médias. Dans ce lot, plusieurs agents sont des binationaux, en l'occurrence des Algériens nés à l'étranger, exclusivement en France, qui ont passé avec succès leur examen. Pour la loi algérienne définie dans les RG de la FAF (article 80, section 5 consacré à l'agent de joueur Fifa), le candidat à l'obtention d'une licence doit répondre aux questions, une quinzaine, portant sur la réglementation nationale et internationale notamment les statuts et règlements adoptés par la Fifa lors du congrès de Nassau en juin 2009. La connaissance des RG de la FAF et des aspects juridiques liés à la fonction de manager est un impératif pour réussir cet examen dont la gestion revient au Secrétaire général de la FAF. En mars dernier, le 64^e congrès de la Fifa a approuvé plusieurs amendements dans cette charte qui réglemente l'activité d'agent de joueur. Le concept d'intermédiaires a été validé. «Le nouveau système ne régule pas l'accès à l'activité mais fournit un cadre permettant un contrôle et une supervision plus stricts des transactions liées aux transferts de joueurs



Combien coûte Belaïli à l'USMA ?

Photo : DR

professionnels, et ce, à des fins de transparence. L'approche réglementaire adoptée dans cette optique est l'introduction d'exigences et standards minimaux, ainsi qu'un système d'enregistrement des intermédiaires qui représentent les joueurs et/ou les clubs au moment de conclure des contrats de travail et des accords de transferts. L'objectif est de fournir aux joueurs et aux clubs l'opportunité de choisir une partie qu'ils souhaitent engager en tant qu'intermédiaire, si tant est que cette partie satisfasse à certains critères, se conforme aux standards de meilleures pratiques et respecte certains principes clés. Cette nouvelle approche remplace l'actuel système d'octroi de licences à compter du 1^{er} avril 2015», lit-on sur le site de la Fifa. Les nouveautés apportées à la réglementation assurent aux opérations de transfert de footballeurs plus de transparence (divulgence et publication des paiements effectués aux intermédiaires), le paiement des frais d'intermédiaires (définition du pourcentage réservé aux intermédiaires et l'identification des entités qui doivent effectuer ces paiements, la divulgation par écrit de tout conflit d'intérêts entre les parties concernées et, enfin, la protection des droits des footballeurs mineurs dont les transferts ne devraient entraîner aucune commission en faveur de l'intermédiaire. Mais entre les textes de loi et la réalité, il semble se dresser une curieuse opacité. Pour un agent en activité qui a requis l'anonymat, «tout n'est pas clair. Et j'accuse la fédération d'être derrière cette situation qui profite à des circuits mafieux», lâche-t-il sèchement. Et d'aller au fond de sa pensée : «Il y a d'abord la manière de gérer l'examen. Celui-ci a perdu toute sa signification depuis l'arrivée d'un nouveau SG à la fédération. Du temps de feu Mourad Bouchemla, les choses étaient claires pour tout le monde. Les candidats étaient choisis suivant le travail remis durant le concours. Aujourd'hui, tout dépend des liens que tu entretiens avec le SG de la FAF», affirme notre interlocuteur qui regrette la mainmise exercée par une poignée d'agents privilégiés sur le marché. Pour cet agent rebelle, la fonction de manager est traversée par des maquignons d'un nouveau genre. «Si tu ne verses pas de pots-de-vin, des rétro-commissions à certains présidents, tu n'as rien. Pour

un même client, les présidents peuvent avoir une attitude différente. Si tu ne joues pas le jeu, tu ne peux conclure le transfert. Un autre agent qui accepte d'assurer une ristourne au dirigeant du club vendeur ou recruteur a toutes les chances de réussir son affaire. Moi, je ne mange pas de ce pain-là», explique celui qui a la certitude que «sans la bénédiction des structures dirigeantes du football, ces intermédiaires qui ne sont même pas capables de lire et d'écrire, n'auraient jamais eu cette opportunité d'exercer ce métier pour lequel il faudrait avoir une bonne base dans la connaissance de la juridiction du football». Que dire de ces pseudo-managers venus d'ailleurs, à l'instar du Franco-Camerounais Leo, qui exercent en Algérie sous le couvert de cabinets étrangers. Des rabatteurs, en somme, qui refusent de s'exprimer sur le sujet. Sur les trois appels téléphoniques, Leo qui exerce en Algérie depuis plusieurs années a même osé prétexter qu'il était «occupé».

Des «avocats à la petite semaine»

Dans cette mascarade où même les entraîneurs, du moins certains d'entre eux, imposent leur package de joueurs à leur arrivée au sein de leur nouveau club, le rôle de l'agent de joueur ou de l'intermédiaire se résume généralement à intervenir au moment des conflits. En fait, non admis (pour la plupart) à intervenir durant les négociations, comme le prévoient le protocole fourni par la Fifa, l'agent se présente en pompier dès lors que employés et employeurs arrivent à une situation de blocage. Non-paiement de salaires ou de primes, non-respect

du contrat ou falsification des documents liés aux contrats sont des causes souvent invoquées qui nécessitent l'intervention des agents dument mandatés et par leurs clients (joueurs ou entraîneurs) et par les instances du sport et de la juridiction sportive (Fédération, Ligue ou TARLS). Notre agent-témoin se souvient avoir intervenu dans nombre de cas de violation de contrats. Pour lui, «clubs et joueurs ignorent totalement la réglementation. C'est pourquoi, je persiste à dire que la responsabilité des instances du football est entièrement engagée». Comment ? Notre interlocuteur rappelle d'abord les textes de loi édictés par la Fifa et appliqués par les associations représentatives et leurs ligues professionnelles. «La ligue a les moyens de prévenir ce genre de conflits. Je ne dis pas que ces règles et textes couvrent tous les cas d'espèces de conflits qui peuvent survenir entre un employeur et ses employés. Mais, juste en appliquant les résolutions en vigueur en se basant sur ce qui est mentionné dans les contrats de joueurs, beaucoup de fâcheuses situations ne se seraient pas produites. Après, nous quand on intervient de manière légale, les clubs ou même les joueurs fautifs sollicitent une solution à l'amiable car ils savent que leur cause est perdue d'avance», explique-t-il en ajoutant que les affaires traitées par les instances (sportive ou de juridiction sportive) «se règlent généralement à l'amiable. Très peu de dossiers échouent devant les tribunaux civils, juridiction où les affaires traînent en longueur même si, au final, le plaignant fort de son bon droit obtienne souvent gain de cause».

MUSTAPHA MAZA (AGENT DE JOUEURS) :

«Notre football est devenu une jungle»

● Mustapha Maza, l'ancienne gloire du Mouloudia d'Alger des années 1990, reconverti en agent de joueurs (intermédiaire selon les règlements de la Fifa), contacté par nos soins, affirme d'emblée que le football national est devenu une jungle.

L'ancien mouloudéen, qui regrette la situation dans laquelle se trouve le football algérien sur les rapports agents de joueurs/présidents, affirme que ces derniers préfèrent traiter directement avec les joueurs sans leur agent (intermédiaire). «Les pré-

sidents de clubs n'aiment pas travailler avec des agents de joueurs. Même si un joueur est lié par un contrat avec son agent pour tout transfert, le président recruteur le persuade de se passer des services de son manager (...) C'est la triste vérité, car notre football est une jungle», nous a-t-il avoué en expliquant qu'en Europe ou ailleurs dans le monde, le métier d'un agent de joueur est respecté et reconnu par des statuts de la Fifa et des autres fédérations. Pour rappel, le rôle d'un agent de joueur a connu une réforme

Et les joueurs dans tout ça ?

La carrière d'un footballeur, si éphémère qu'elle soit, passe par plusieurs étapes tortueuses. Dès lors qu'un club propose à un des joueurs formé en son sein ou ramené d'ailleurs, les tourments commencent. Au départ, et c'est une règle générale en Algérie, ce sont les parents qui s'occupent de ces questions liées à la négociation du contrat (prime et durée) et à la promotion de la carrière du footballeur. Avec le temps, et dans l'impossibilité d'exercer l'activité faute de licence ou d'autorisation dûment établie par les instances du football, confier les intérêts à un agent intermédiaire ou cabinet spécialisé dans les transferts et la gestion des carrières sportives, devient inévitable. C'est la règle admise partout, et mise en pratique particulièrement en Europe.

En Algérie, les choses diffèrent foncièrement. Dans l'absolu, on invoque l'ignorance des uns et des autres. Le joueur qui n'a pas de tuteur légal est très peu regardant sur les termes de son contrat. On se rappelle bien des fameux avenants apportés par certains présidents de clubs aux documents officiels de certaines vedettes de notre championnat. Ces avenants portent principalement sur la durée du contrat, son prolongement tacite et les clauses libératoires pour le moins curieuses pour ne pas dire illégales. Certains joueurs qui pensaient pouvoir changer dès lors que leur contrat initial a expiré sont rattrapés par ces avenants contraignants et rarement vérifiés à la signature du document. Les footballeurs n'étant, pour la majorité, pas les plus cultivés des artistes aux pieds d'or, forcément que ce genre de dépassements entraîne des situations loufoques devant lesquelles les juridictions du sport de même que les tribunaux n'accordent aucune grâce. «Nul n'est censé ignorer la loi» est un adage qui s'applique fortement aux joueurs mais aussi aux clubs. Ceux d'Algérie, si insatiables quand il s'agit de sortir la «chkara» pour régler les «extras» à partir des subventions étatiques destinées à d'autres créneaux (formation, frais de gestion etc.) n'en ont cure des règles élémentaires qui régissent les opérations de recrutement. La plupart des responsables de clubs invités à se prononcer sur la question ont évité d'éclairer notre lanterne. Des dirigeants, pourtant très actifs sur le marché des transferts, ont demandé qu'on les rappelle, d'autres ont orienté le débat sur des voies encore plus impénétrables...

M. B.

Ahmed Ammour